



CONTRAT DE LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

(1) La société LOCAJEN

Société par actions simplifiées au capital de 10.000 €
Dont le siège social est situé 16 rue François Arago — 33700 MERIGNAC
Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX sous le n° 900 781 444
Représentée par son président, Monsieur Jean CAROZZI,

Ci-après désignée le « Loueur »,
D'une part,

ET

(2) Le CCAS de la commune d'AYTRE (17)

Représentée par Madame Hélène RATA en qualité de Présidente du CCAS,
Située : Parc Jean Macé - 12 Rue de la Gare, 17440 Aytzé

Ci-après désignée le « Locataire »,
D'autre part,

EN PRESENCE DE

La S.A.R.L. TRAFIC COMMUNICATION

Etablie 16 rue François Arago, 33700 MERIGNAC
Immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 813 596 582
Représentée par son dirigeant, Monsieur Jean CAROZZI,

Ci-après désignée l'« Opérateur de Régie
Publicitaire »,

Le Loueur et le Locataire étant ci-après individuellement désignées une « Partie » et collectivement les
« Parties »,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA LOCATION

Le Loueur s'engage à louer au Locataire le véhicule d'occasion (le « Véhicule Loué ») de marque
« Peugeot Boxer » immatriculé « GM-728-ZG » (date de 1^{ère} mise en circulation 28/03/2023) :

RENAULT Kangoo ZE ou PEUGEOT Partner Electric

- Utilitaire
- Maxi Utilitaire
- Isotherme
- 5 places

RENAULT Kangoo ou PEUGEOT Partner

- Utilitaire
- Maxi Utilitaire
- Isotherme
- Frigorifique



Véhicule utilitaire de type Peugeot Boxer L2H2

Véhicule utilitaire type Combi 6 places.

Autre : _____

ARTICLE 2 – KILOMETRAGE

Le Véhiculé est loué sans limitation de kilomètre.

ARTICLE 3 – DOSSIER DE PROCEDURE

Le Locataire remettra à l'Opérateur de Régie Publicitaire les documents suivants composant le dossier de procédure (le « Dossier de Procédure ») :

- Le présent Contrat signé.
- La lettre d'accréditation, signée par la Présidente figurant en Annexe 3 ;
- Une attestation pour le changement des sérigraphies ;
- La fiche d'utilisation du véhicule comprenant un planning hebdomadaire indicatif de circulation du Véhicule ;
- La liste des annonceurs potentiels ;
- La liste des fournisseurs du Locataire qui constitue des annonceurs potentiels ;

ARTICLE 4 – CONDITION SUSPENSIVE

Le présent Contrat est conclu sous la condition suspensive de l'obtention par l'Opérateur de Régie Publicitaire de recettes publicitaires annuelles suffisantes pour permettre le financement du Véhicule Loué.

Seront considérées comme suffisantes des recettes publicitaires annuelles prévisionnelles au moins égale à 50 % de la côte Argus du Véhicule Loué à la date de signature du présent contrat.

Dans l'hypothèse où l'Opérateur de Régie Publicitaire ne parviendrait pas dans un délai de six (6) mois à compter de la remise par le locataire du dernier document composant le Dossier de Procédure à obtenir des recettes publicitaires suffisantes pour permettre le financement du Véhicule, le présent Contrat serait caduc et chaque Partie sera déliée de toute obligation l'une envers l'autre.

Le véhicule ferait alors l'objet d'une restitution immédiate au 31 rue Raymond Aron – 92160 ANTONY.

ARTICLE 5 – MISE A DISPOSITION DU VEHICULE LOUE ET DUREE DE LOCATION

5.1 MISE A DISPOSITION DU VEHICULE LOUE

Le Loueur informera le Locataire par courriel de l'obtention de la recette publicitaire nécessaire pour la location du Véhicule.



Dans le cadre de la pose des visuels publicitaires, le Locataire s'engage à mettre à disposition de l'Opérateur de régie publicitaire un local fermé et chauffé pour effectuer l'intervention. En cas d'impossibilité, le Locataire devra rapatrier le véhicule au 31, rue Raymond Aron – 92160 ANTONY pour le changement des visuels.

Le Locataire s'engage à organiser, dans le mois qui suit la mise à disposition du Véhicule, une réception en présence des annonceurs au cours de laquelle les clés symboliques du Véhicule seront officiellement remises par le Loueur au Locataire.

5.2 DUREE DE LA LOCATION

Le Véhicule Loué sera loué au Locataire pour une durée de trois (3) ans qui débutera à la date de changement des visuels publicitaires.

A l'expiration de ce délai de trois (3) ans, le Locataire sera tenu de restituer le Véhicule au Loueur

Par exception, les Parties pourront convenir :

Soit de la poursuite du Contrat pour une durée identique étant précisé qu'elles seront libres de renégocier les termes et conditions du Contrat

Soit de l'acquisition par le Locataire du Véhicule

ARTICLE 6 – UTILISATION DU VEHICULE LOUE

Le Locataire s'engage à faire circuler le Véhicule de manière régulière.

Le Locataire s'engage, lorsque le Véhicule n'est pas utilisé, à le stationner à un endroit à forte densité de passage, permettant de visualiser les emplacements publicitaires.

Ces obligations du Locataire sont essentielles et déterminantes du consentement du Loueur de conclure le présent Contrat.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

7.1 OBLIGATION DE RESTITUTION DU VEHICULE

Le Locataire s'engage à restituer le Véhicule en bon état d'entretien intérieur et extérieur compte tenu de l'usure normale du véhicule.

En cas de non-respect de cette obligation par le Locataire, les frais de remise en état seront intégralement mis à sa charge.

Le locataire restituera le véhicule au 31 avenue Raymond Aron à Antony.



7.2 OBLIGATIONS D'INFORMATION DU LOUEUR, DE L'ASSUREUR ET DE L'OPERATEUR DE REGIE PUBLICITAIRE

Le Locataire s'engage à informer sans délai son assureur et l'Opérateur de Régie, par lettre recommandée avec accusé de réception, de toutes dégradations et de tout problème technique affectant le Véhicule et/ou les supports publicitaires.

Le Locataire s'engage à compléter et à retourner à l'Opérateur de Régie la « Fiche d'usage du Véhicule » adressée tous les ans par ce dernier.

7.3 OBLIGATIONS D'ENTRETIEN DU VEHICULE

Le Locataire s'engage sans réserve à entretenir l'intérieur et l'extérieur du Véhicule. Le Locataire sera ainsi l'unique redevable de tous les frais de réparations et de fonctionnement relatifs au Véhicule quels qu'en soient la nature (mécanique ou carrosserie) et le montant.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Le Locataire s'engage à souscrire une assurance tous risques couvrant à titre d'accessoire l'affichage publicitaire

ARTICLE 9 – LOYERS ET MODALITE DE PAIEMENT DES LOYERS

9.1. LOYERS ET MODALITE DE PAIEMENT DES LOYERS

Le loyer sera de 300 euros TTC par mois pendant toute la durée de location (les « Loyers »).

Les Loyers seront payables d'avance pour toute la durée de la location dès la mise à disposition du Véhicule.

Il est rappelé que le financement du Véhicule est réalisé au moyen des recettes publicitaires générées par les emplacements publicitaires présents sur le Véhicule et que l'exploitation de ces emplacements sera réalisée par l'Opérateur de Régie Publicitaire.

En conséquence, les Parties conviennent expressément que le paiement des Loyers sera réalisé par l'Opérateur de Régie directement entre les mains du Loueur en vertu d'une délégation de paiement expressément acceptée par le Loueur et le Locataire. Le montant des loyers couvrant la totalité des 36 mois de location ; soit la somme de 10 800 euros TTC sera payable par l'Opérateur de régie au Loueur dès la mise à disposition du véhicule.

La présente délégation de paiement constitue une délégation de paiement parfaite en vertu de laquelle le Locataire est déchargé par le Loueur de son obligation de paiement des loyers.

Le Locataire n'aura à supporter aucun décaissement à l'exception des frais d'immatriculation, d'entretien, de réparation, de fonctionnement, d'assurances du Véhicule ou des éventuels coûts d'acheminement si livraison du véhicule sur place.



ARTICLE 10 – NOTIFICATIONS

Toute notification prévue par le présent Contrat sera faite au choix du notifiant :

- Par lettre recommandée avec accusé de réception, ou
- Par courriel avec accusé de réception,

ARTICLE 11 – CONCILIATION PREALABLE

Conformément à l'article 1530 du Code de procédure civile, en cas de difficultés soulevées par l'exécution, l'interprétation, ou la cessation de leur contrat, les Parties s'engagent préalablement à toutes actions contentieuses, à soumettre leur litige à un centre de conciliation compétent selon les dispositions prévues par le règlement de ce centre.

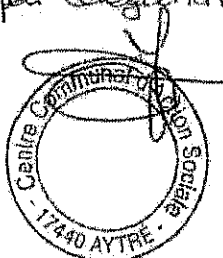
Conformément aux dispositions de l'article 122 du Code de procédure civile, les Parties s'interdisent d'exercer une action en justice à l'encontre de l'autre, à défaut elles s'exposeront à une fin de non-recevoir.

Durant le processus de conciliation le délai de prescription est suspendu, ainsi, au-delà de trois mois à compter de la saisine du conciliateur, la tentative de conciliation sera réputée achevée.

Fait à *Aytre*
Le *19/5/26*
En trois (3) exemplaires originaux

Le Locataire

*Pour la présidente du CCAS, en l'absence
et par délégation, la vice-présidente du CCAS
Valentine CHATENAY-MOLENO*

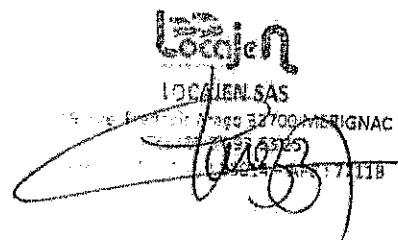


L'Opérateur de Régie
Publicitaire

SARL TRAFIC COMMUNICATION

16 Rue François Arago
33700 MÉRIGNAC
Tél. 05 56 11 50 30
RCS-BORDEAUX 813 596 582
Siret : 813 596 582 00037 - APE : 7311 Z

Le Loueur



LISTE DES ANNEXES

- Annexe 3 – Lettre d'information

AR Prefecture

017-261700892-20260518-DEL25_26-DE
Reçu le 22/05/2026